

*Les subsides*

des prêts à long terme. Je mets les députés au défi de me trouver un seul établissement de crédit disposé à accorder un prêt hypothécaire de 20 ans à un agriculteur. C'est ce que fait la Société du crédit agricole. Nous accordons une hypothèque de 20 ans à taux d'intérêt fixe pendant les dix premières années. Je demande au député qui peut me trouver une banque ou un établissement de crédit disposé à accorder un prêt à taux d'intérêt fixe pour plus de trois ans de m'en parler et d'en parler à la Chambre.

● (1240)

D'après les députés d'en face, faudrait-il que la Société du crédit agricole accorde tous les prêts dans le secteur agricole? On le dirait car, cette année, la Société du crédit agricole a prêté la plus grosse somme d'argent qu'elle ait jamais prêtée et pourtant, les députés d'en face l'ont critiquée pendant des journées entières. D'après eux, c'est terrible et le pays va se ruiner.

On nous accuse de ne pas aider l'agriculture en Saskatchewan—province dirigée par un brave gouvernement conservateur—pourtant, cette province a vendu 500 génisses de race Hereford à la Bulgarie, un pays communiste, et elle a réuni gratuitement le bétail destiné à ce pays. Nous avons fait gratuitement tous les tests nécessaires. Nous avons veillé à ce que le bétail arrive à Sherbrooke, au Québec. Comment ces génisses sont-elles allées en Bulgarie par bateau? Par l'intermédiaire d'AVCO, société de la Couronne de cette province chargée des exportations. D'après les journaux, le premier ministre de la Saskatchewan va entrer en contact avec la Chine communiste. Ce pays deviendra l'associé de cette bonne vieille province conservatrice dans un projet d'exploitation de la potasse qui coûtera 500 millions de dollars. Je trouve cela amusant. C'est aussi hypocrite. Pendant les élections, on critique ces pays-là. On nous critique quand nous parlons ne fût-ce que d'avoir des relations commerciales avec ces pays.

Il n'y a pas tellement de jours, un député nous a reproché ici même d'entretenir des relations amicales avec Cuba; on a dit que le premier ministre était un ami de Cuba. C'est probablement à Cuba que nous vendons le plus de produits agricoles et ce pays nous a toujours payé rubis sur l'ongle. L'année dernière, nous avons fait des échanges commerciaux d'une valeur de 340 millions avec Cuba. C'est rentable. Nous ne sommes pas censés aider Cuba dans le secteur agricole ni faire des échanges commerciaux avec ce pays. Le premier ministre de la Saskatchewan ainsi que le premier ministre de l'Alberta sont allés en Chine. Le premier ministre de l'Ontario est allé en Indonésie et dans tout le sud-est de l'Asie. Le ministre de l'Agriculture de la Colombie-Britannique est en Europe. Il va peut-être aller dans les pays avec lesquels nous avons des relations commerciales. Il va améliorer les échanges. Comment font ces gouvernements? Ils passent par les sociétés de la Couronne parce que c'est le seul moyen de faire des échanges commerciaux avec ces pays-là.

Canagrex, qui aurait pu entrer en activité il y a deux ans si la Chambre avait voulu adopter le projet de loi, aurait pu favoriser nos échanges commerciaux, car il n'y a pas de pays dont les producteurs agricoles dépendent autant du commerce international que le Canada. Celui-ci compte pour 50 p. 100 de notre revenu. L'an dernier, qui fut notre meilleure année pour

nos ventes de céréales, nous avons exporté au-delà de 29 millions de tonnes métriques. Nos exportations de produits agricoles ont augmenté de 12 p. 100 l'année dernière. Les États-Unis, qui consentent toutes sortes de faveurs, ont vu leurs exportations de produits agricoles baisser de 12 p. 100. Ce pays a offert des prêts sans intérêt, des conditions de remboursement très favorables, que nous n'avons pas voulu imiter parce que les pays étrangers respectent le Canada, et nos négociateurs le savent. Je veux parler de la Société du crédit agricole, du programme RELAIS et ainsi de suite.

Ne perdons pas de vue qu'en vertu de notre Constitution, l'agriculture est de compétence tant fédérale que provinciale. Que ce soit bien entendu. Le critique de l'opposition officielle en matière d'agriculture vient de la province du Manitoba où nous dépensons deux fois plus pour nos programmes d'aide aux agriculteurs que cette province n'en a jamais dépensé sous un gouvernement néo-démocrate ou conservateur. Jamais le gouvernement manitobain n'a dépensé autant que nous.

En Saskatchewan, les fonds que nous allouons au secteur agricole sont plus du double de ceux que verse la province, mais cela n'empêche pas le premier ministre de trouver de l'argent pour envoyer son ministre du commerce parcourir le monde. Nous ne sommes pas aussi généreux en Alberta parce que la province a son Fonds du patrimoine, mais elle sabre quand même dans ses projets d'irrigation et d'autres aménagements. Par exemple, les sommes dépensées en Saskatchewan par l'Association du rétablissement agricole des Prairies permettraient aux municipalités rurales de se passer d'impôts fonciers. Au cours des dix dernières années, nous avons dépensé 33 millions de dollars pour l'aménagement de système d'égout et de réservoirs d'eau dans les petites villes et les villages. Nous avons financé la moitié des travaux et accordé des subventions pour l'autre moitié. L'Association du rétablissement agricole des Prairies constitue une des meilleures organisations jamais créées, et le Canada tout entier en bénéficie.

On nous a accusés de ne pas dépenser assez d'argent et de procéder trop lentement en Colombie-Britannique dans le domaine de la stabilisation. Accompagné d'un député de l'opposition de cette région-là, je suis allé m'entretenir avec des agriculteurs de la Colombie-Britannique. Mon homologue provincial n'a pas proposé d'obstacles tarifaires, contrairement à ce qu'un député a affirmé. A l'occasion d'une assemblée, il m'a dit: «Nous ne proposons pas d'obstacles tarifaires, car les Américains pourraient en imposer sur le bois d'œuvre, et Dieu sait que nous leur en expédions du bois d'œuvre». Il est donc impossible de ne pas tenir compte de ce genre d'importations et de toutes sortes de problèmes commerciaux.

Le député n'ignore sans doute pas ce qui se passe aux États-Unis. Une enquête s'y déroule. Nous espérons qu'une décision sera rendue en novembre. Les pommes de terre des Maritimes qui sont exportées aux États-Unis sont frappées de droits supplémentaires de 17c., parce que la toute-puissante industrie de la pomme de terre de la Nouvelle-Angleterre craint de se faire anéantir par la petite industrie du Nouveau-Brunswick et de l'Île du Prince-Edouard. Les États-Unis disent qu'ils ne peuvent nous concurrencer à cause des programmes nettement supérieurs mis en œuvre par le ministre fédéral de l'Agriculture.

J'ai reçu une lettre d'un représentant de la Société canadienne de l'horticulture. Il est du Manitoba. Votre serviteur a